

**Union européenne - Conseil des
affaires générales - Blocage
géographique : le Conseil adopte un
règlement visant à supprimer les
obstacles au commerce électronique
- Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 27 février 2018)**

Le Conseil a adopté ce jour un règlement visant à interdire le blocage géographique injustifié dans le marché intérieur.

Le blocage géographique est une pratique discriminatoire qui consiste à empêcher des clients en ligne d'avoir accès à des produits ou des services proposés sur un site web établi dans un autre Etat membre et d'acheter ces produits ou ces services.

Cette nouvelle législation éliminera les obstacles au commerce électronique en supprimant les discriminations fondées sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients.

Les principaux éléments du règlement sont les suivants :

Objet et champ d'application

Les nouvelles règles empêcheront la discrimination à l'encontre des consommateurs et des entreprises en ce qui concerne l'accès aux prix, aux ventes ou aux conditions de paiement lors de l'achat de produits et services dans un autre pays de l'UE.

Les services dont la principale caractéristique est de fournir un accès à des contenus protégés par le droit d'auteur et de permettre leur utilisation ou de vendre sous une forme immatérielle des oeuvres protégées par le droit d'auteur, comme les services d'écoute de musique en ligne, les livres électroniques, les logiciels et jeux en ligne, sont exclus du champ d'application du règlement. Toutefois, cette exclusion sera réexaminée par la Commission.

D'autres services, par exemple les services financiers, audio-visuels, de transport, les services de soins de santé et les services sociaux, sont également exclus, conformément à la directive sur les services.

Egalité d'accès aux biens et aux services

Les professionnels ne pourront pas opérer de discrimination entre les clients en ce qui concerne les conditions générales (y compris les prix) dans trois cas. Ces cas sont les suivants :

1. les biens vendus par le professionnel sont livrés dans un Etat membre vers lequel la livraison est proposée par le professionnel ou sont récupérés en un lieu défini d'un commun accord avec le client;
2. le professionnel propose des services fournis par voie électronique, comme des services d'informatique en nuage, des services de stockage de données, l'hébergement de sites et la mise en place de pare-feu;
3. les services fournis par le professionnel, tels que l'hébergement hôtelier, les manifestations sportives, la location de voiture ou la billetterie des festivals de musique ou des parcs de loisirs, sont réceptionnés par le client dans le pays dans lequel le professionnel exerce ses activités.

Contrairement à la discrimination par les prix, la différenciation des prix ne sera pas interdite, de sorte que les professionnels seront libres de proposer des conditions générales différentes, y compris en matière de prix, et de cibler certains groupes de clients situés sur des territoires spécifiques.

En outre, les professionnels ne seront pas tenus de livrer des biens à des clients en dehors de l'Etat membre pour lequel ils proposent une livraison.

Opérations de paiement

Le règlement interdira que des clients fassent l'objet d'une discrimination injustifiée liée aux méthodes de paiement utilisées. Ainsi, les professionnels ne seront pas autorisés à appliquer des conditions de paiement différentes pour des motifs liés à la nationalité, au lieu de résidence ou au lieu d'établissement du client.

Non-discrimination en matière d'accès aux sites web de commerce électronique

Les professionnels ne seront pas autorisés à bloquer ou à limiter l'accès des clients à leur interface en ligne pour des motifs liés à la nationalité ou au lieu de résidence.

Une explication claire devra être fournie si un professionnel bloque ou limite l'accès à son interface en ligne ou redirige des clients vers une version différente de ladite interface.

Ventes passives

En principe, les dispositions du nouveau règlement prévaudront en cas de conflit avec le droit de la concurrence. Toutefois, le droit des fournisseurs d'imposer des restrictions en matière de ventes actives ne sera pas affecté.

Le droit de la concurrence de l'UE opère une distinction entre les ventes passives (lorsque les ventes répondent à des commandes non sollicitées) et les ventes actives (lorsque les détaillants ciblent activement les clients). Les restrictions aux ventes passives sont généralement considérées comme une infraction au droit de la concurrence, tandis que les restrictions aux ventes actives représentent une pratique courante qui découle de la liberté commerciale.

Clause de réexamen

La Commission procédera à une première évaluation de l'impact des nouvelles règles sur le marché intérieur deux ans après leur entrée en vigueur.

Cette évaluation portera notamment sur la possibilité d'appliquer les nouvelles règles à certains services fournis par voie électronique qui proposent des contenus protégés par le droit d'auteur, tels que la musique téléchargeable, les livres électroniques, les logiciels et les jeux en ligne.

Entrée en vigueur

Le règlement, qui sera publié au Journal officiel de l'UE avant la fin du mois de mars 2018, prendra effet neuf mois après sa publication.

Contexte

La Commission a présenté la proposition initiale au Conseil et au Parlement européen le 25 mai 2016.

La proposition a été présentée en même temps que d'autres propositions d'actes législatifs relatifs aux services de livraison transfrontière de colis et à une révision du règlement sur la coopération en matière de protection des consommateurs, le but étant de progresser vers l'achèvement d'un véritable marché unique numérique.

Le Parlement européen a approuvé le 6 février 2018 le règlement visant à mettre un terme au blocage géographique.

Le Conseil européen a souligné à plusieurs reprises l'importance que revêt la stratégie pour un marché unique numérique et a appelé à l'accélération de la mise en oeuvre de la stratégie, qui comprend la levée des derniers obstacles à la libre circulation des biens et services vendus en

ligne, et à la lutte contre les discriminations injustifiées fondées sur la localisation géographique./.